

Le 12 mai 2015

Dérogations pour l'affectation de jeunes de moins de 18 ans aux travaux dangereux et aux travaux en hauteur

Deux décrets concernant les jeunes de moins de 18 ans sont parus au Journal Officiel du 19 avril 2015. Ces mesures assouplissent les règles concernant l'affectation de ce public particulier à des travaux dangereux ainsi qu'à des travaux en hauteur.

Le [Décret n°2015-443 du 17 avril 2015](#) simplifie la procédure de dérogation aux travaux interdits pour les jeunes âgés de moins de 18 ans en formation professionnelle. Il s'agit de passer d'un régime d'autorisation préalable par l'inspecteur du travail à un régime déclaratif.

Le [Décret n°2015-444 du 17 avril 2015](#) permet une dérogation pour le travail en hauteur ainsi que pour l'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marchepieds lorsque des équipements de travail munis d'une protection collective ne peuvent être utilisés.

Dérogation pour les travaux interdits

A compter du 2 mai 2015, la procédure administrative permettant l'affectation de jeunes travailleurs à des travaux interdits est simplifiée, et ce notamment afin de faciliter le recrutement des apprentis.

La notice introductive du décret n°2015-443 met en avant la prévention des risques en rappelant que l'inspecteur du travail exercera ses missions de suivi et de contrôle de la réglementation visant notamment à garantir la santé et la sécurité de ces jeunes.

Mise en place d'une nouvelle procédure (*articles R.4153-40 à 48 du Code du travail*)

L'employeur, ou le responsable de l'établissement d'apprentissage, peut désormais, affecter des jeunes en formation professionnelle, âgés de moins de dix-huit ans, aux travaux interdits susceptibles de dérogations (mentionnés aux [articles D.4153-15 à D.4153-37](#)) en adressant une déclaration préalable aux services de l'Inspection du travail. Il n'est plus nécessaire d'attendre une autorisation de l'inspecteur du travail. Cette déclaration, valable pour une durée de trois ans, est cependant soumise à certaines conditions.

Conditions préalables à satisfaire

Afin de pouvoir affecter des jeunes travailleurs à ce type de travaux, l'employeur ou le chef d'établissement doit préalablement satisfaire à certaines conditions :

- avoir procédé à l'évaluation des risques, en tenant compte éventuellement des risques qui pourraient être spécifiques aux jeunes travailleurs,
- avoir mis en œuvre les actions de prévention découlant de l'évaluation des risques,
- avoir assuré les formations et informations nécessaires, à savoir :
 - pour l'employeur, avoir informé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité et les mesures prises pour y remédier, et lui avoir dispensé la formation à la sécurité en s'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle,

- pour le chef d'établissement, avoir dispensé la formation à la sécurité prévue dans le cadre de la formation professionnelle suivie, adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle, et en avoir organisé l'évaluation.
- avoir obtenu l'avis médical d'aptitude (qui doit être renouvelé chaque année).

De plus, pendant l'exécution des travaux, l'employeur et le chef d'établissement doivent s'assurer de l'encadrement du jeune par une personne compétente.

Déclaration de dérogation

Préalablement à l'affectation, le chef d'établissement ou l'employeur effectue une déclaration de dérogation adressée à l'Inspection du travail par tout moyen conférant date certaine.

Cette déclaration doit préciser :

- le secteur d'activité de l'entreprise ou de l'établissement,
- les formations professionnelles assurées,
- les différents lieux de formation connus,
- les travaux interdits susceptibles de dérogation, nécessaires à la formation professionnelle, et sur lesquels porte la déclaration de dérogation, ainsi que le cas échéant les machines mentionnées à l'article [D.4153-28](#) du Code du travail dont l'utilisation est requise pour effectuer ces travaux,
- la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux.

L'employeur ou le chef d'établissement doit informer l'Inspection du travail en cas de modification des informations liées au secteur d'activité, aux formations assurées et à la liste des travaux interdits, et ce dans un délai de 8 jours après ces modifications.

Informations à tenir à disposition de l'inspecteur du travail.

En complément de la déclaration de dérogation, l'employeur doit tenir certaines informations à disposition de l'Inspection du travail dès l'affectation d'un jeune à des travaux interdits :

- nom, prénoms et date de naissance du jeune,
- formation professionnelle suivie, durée et lieux de formation connus,
- avis médical d'aptitude à procéder à ces travaux,
- information et formation à la sécurité dispensées au jeune,
- nom, prénoms, qualité ou fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux soumis à la dérogation.

En cas de modification des informations relatives aux lieux de formation et aux personnes encadrant le jeune pendant l'exécution des travaux, ces modifications n'ont pas à être adressées à l'inspecteur du travail mais doivent être tenues à sa disposition.

Période transitoire

Les autorisations de déroger accordées par l'inspecteur du travail avant le 2 mai 2015, date d'entrée en vigueur de ce décret, demeurent valables pour la durée fixée dans l'autorisation.

En conclusion, pour affecter des travailleurs de moins de 18 ans à des travaux interdits, il faut préalablement avoir :

- procédé à l'évaluation des risques et à la mise en œuvre des actions de prévention,
- formé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité et les mesures prises pour y remédier,
- effectué la déclaration de dérogation auprès de l'inspecteur du travail.

Affectation de jeunes travailleurs à des travaux temporaires en hauteur

Le 2^{ème} décret du 17 avril 2015, entré en vigueur également le 2 mai 2015, permet une dérogation pour l'utilisation des échelles, escabeaux et marchepieds par des jeunes de moins de 18 ans ainsi qu'une dérogation à l'interdiction du travail en hauteur.

Mise en place d'un nouveau régime dérogatoire (*article D.4153-30 du Code du travail*).

L'interdiction d'affecter des jeunes travailleurs à des travaux en hauteur lorsque la prévention du risque de chute de hauteur n'est pas assurée par des mesures de protection collective, limitée jusqu'à présent dans cet article aux jeunes « en milieu professionnel », est élargie à l'ensemble des situations impliquant des jeunes travailleurs.

En revanche, l'[article D.4153-30](#) a été complété par des possibilités de dérogation.

Echelles, escabeaux et marchepieds

Le nouveau II de l'article D.4153-30 dispose qu'il est possible de déroger à cette interdiction du travail en hauteur pour l'utilisation, par les jeunes travailleurs, d'échelles, d'escabeaux ou de marchepieds, dans la mesure où sont respectées, comme pour tous les autres travailleurs, les conditions de l'[article R.4323-63](#), à savoir :

- uniquement en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs,
- ou lorsque l'évaluation des risques a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Travaux en hauteur nécessitant un équipement de protection individuelle

Pour les travaux en hauteur pour lesquels aucune protection collective contre le risque de chute ne peut être mise en place, il est possible d'y affecter des jeunes de moins de 18 ans sous conditions :

- respecter la procédure de dérogation révisée dans le Décret n°2015-443 ci-dessus,
- respecter les modalités définies à l'[article R.4323-61](#), à savoir utilisation d'un système d'arrêt de chute, absence de travail isolé, communication d'une notice précisant points d'ancrage, dispositifs d'amarrage et modalités d'utilisation de l'EPI.

Afin de pouvoir déroger à l'interdiction, l'employeur et le chef d'établissement doivent mettre en œuvre les actions de formation et d'information nécessaires ([articles R.4323-104 à 106](#)) :

- information sur les EPI à utiliser,
- notice d'utilisation,
- formation à l'utilisation.

En conclusion, il est possible de déroger à l'impossibilité d'affecter des mineurs à des travaux temporaires en hauteur :

- lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser un équipement de travail à protection collective,
- sous réserve que le jeune soit muni d'un EPI et formé à son utilisation.

Clémence REPELLIN-SAMUEL et Marie MASSON restent attentives à vos observations.

Les textes légaux et réglementaires mentionnés dans ce document sont ceux consolidés à la date de publication de notre analyse. Ils pourront faire l'objet de modifications ultérieures.